



Journée internationale des migrants

MANIFESTATION

Avec lampes de poche, lampions, flambeaux, etc.
APPORTEZ VOS LUMIÈRES

Rassemblement départemental à Privas devant la Préfecture Mardi 17 décembre à 17h30

**Français(es) et étranger(e)s, ensemble contre la précarité,
pour le respect et l'égalité des droits**

**Manifestons contre une politique européenne homicide
et en faveur de profondes réformes en France**

En 2006, nos organisations et associations ont fondé le collectif « Uni(e)s contre l'immigration jetable » (Ucij) pour s'opposer au projet de loi modifiant une nouvelle fois le Code de l'entrée, du séjour et du droit d'asile (Ceseda). Nous condamnons une logique politique qui voulait lier le droit au séjour aux besoins estimés de l'économie, aggravait de plus en plus l'accès aux droits des personnes étrangères et les stigmatisait pour tenter de les opposer au reste de la population. Aujourd'hui la situation des étrangers s'est encore dégradée. Certes l'action des collectifs de sans-papiers, les mobilisations citoyennes autour du Réseau éducation sans frontières (RESF), l'engagement de syndicats (notamment de la CGT,

Solidaires, FSU, CFDT, Unsa d'octobre 2009 à juin 2010) aux côtés des travailleurs-euses sans papiers en grève, le soutien des associations, ont permis d'empêcher des expulsions et d'arracher des régularisations. Mais les objectifs chiffrés du Ministère de l'Intérieur en matière de reconduites à la frontière restent ceux du gouvernement précédent. Le droit d'asile est bafoué, les expulsions continuent et trop de sans papiers restent soumis à une terrible précarité, victimes d'un système qui, non content d'encourager leur surexploitation au travail, les pénalise sur le plan du logement (trop de personnes sont à la rue), de la santé, de l'insertion sociale et professionnelle ou de la vie familiale. Et ceux d'entre

eux qui sont régularisés le sont trop souvent avec des titres précaires qui ne permettent pas leur plein accès aux droits.

Ce qui était inacceptable sous la présidence de M. Sarkozy ne l'est pas moins sous la présidence de M. Hollande.

Nombre de citoyennes et citoyens ne comprennent pas que soit poursuivie à l'identique une politique qu'ils et elles croyaient avoir dénoncée avec leurs votes. Nombreux sont celles et ceux qui manifestent leur solidarité avec les hommes et les femmes sans papiers, avec les jeunes majeurs et les familles menacés d'expulsion, avec les exilés des jungles, avec les mineur(e)s laissé(e)s à la rue ou les enfants placés en rétention encore aujourd'hui...

Fidèles à notre engagement de 2006, nous refusons toute politique d'immigration qui repose sur une logique répressive et xénophobe, nous condamnons les déclarations sur la démographie des populations africaines ou sur la prétendue incapacité de la majorité des Rroms à s'intégrer, nous dénonçons la

persécution des Rroms ainsi que toute discrimination ou stigmatisation en lien avec l'origine ou la religion. Nous revendiquons la refonte de la loi pour permettre

- *l'avancée des droits dans notre pays ;*
- *une égalité effective des droits entre français et étrangers ;*
- *le respect pour toutes les personnes étrangères des droits fondamentaux, dans le travail, l'accès aux soins, l'éducation, le droit de vivre en famille, comme vis-à-vis de la retraite. Face à la multiplication des titres précaires, cela passe notamment par la délivrance de titres de séjour pérennes et de plein droit, dans la perspective de la généralisation de la carte de résident, conquête de la mobilisation de la Marche pour l'égalité.*

Enfin, nous voulons que soit tenue la promesse faite en 1981 de donner le droit de vote aux élections locales pour les résidents étrangers.

Pour ce changement de regard sur l'immigration et pour ces réformes urgentes, nous exigeons la scolarisation des enfants ; le droit au travail ; le droit à un logement ; le droit à la santé ; la convention adoptée le 18 décembre 1990 par l'Assemblée Générale des Nations Unies sur les droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leurs familles ; le réexamen du Code de Séjour des étrangers et des demandeurs d'asile (CESEDA) ; la pleine restauration du droit d'asile .

Il y a urgence

Urgence de promouvoir un changement du regard porté sur les étrangers vivant parmi nous dans un souci de justice, d'égalité et de fraternité.

Urgence de transformer les relations sociales, de construire une société hospitalière et la possibilité d'un « vivre ensemble » porteur d'espoir pour tous les habitants de ce pays.

Urgence de transcrire dès maintenant ces valeurs dans des mesures concrètes concernant les migrants pour assurer le respect des droits humains, la justice et la solidarité.



CONTRE

Des politiques migratoires homicides



POUR

De profondes réformes en France

Signataires de cet appel : ASTI Annonay- Asti Valence-Asti Romans- FSU - CGT - Confédération paysanne - MRAP Annonay - MRAP Privas - MRAP Aubenas - MRAP Largentière - FOL - Front de gauche Fase 07 - FCPE - PCF 26 - PCF 07- Parti de Gauche 07 - GA Gauche anticapitaliste - Gauche unitaire - Carrefour Laïque Privas - Droit devant - Les Alternatifs 07 - Femmes solidaires - RESF Ardèche - RESF Annonay - RESF Aubenas - RESF Tournon - RIVADH - SOS Racisme - Collectif 26/07 sans papiers sans droits